

Plan de relance Ce qu'en pensent les acteurs du BTP

La priorité affichée à la rénovation énergétique et aux infrastructures vertes satisfait globalement le secteur.

C'est un « ouf ! » de soulagement qu'ont poussé la plupart des professionnels de la construction, jeudi 3 septembre, à l'annonce, par le Premier ministre Jean Castex, du plan de relance. Ces 100 milliards d'euros - étalés sur moins de trois ans -, axés sur le soutien à l'emploi et à la transition écologique, n'oublient pas les secteurs du bâtiment et des travaux publics. La priorité, sans surprise, est donnée à la rénovation énergétique des bâtiments et au verdissement des infrastructures.

Des réserves demeurent, cependant, à commencer par l'angle mort que semble constituer le logement neuf. Tous les responsables contactés par « Le Moniteur » partagent également une certaine vigilance quant à la mise en œuvre effective de ces mesures sur le terrain dans les mois qui viennent. ● La rédaction



BRUNO LEVY / LE MONITEUR

« On parle du bâtiment en termes plus élogieux »

« Nous sommes rassurés ! MaPrimeRénov' a été pensée pour offrir

une porte d'entrée unique et simplifier les démarches. Son ouverture à tous les foyers, qui était essentielle, est une très bonne chose. Surtout, le marché ne souffrira plus de l'instabilité des dispositifs. Nous comptons aussi sur l'aide à l'alternance et à l'apprentissage pour créer 100 000 de ces contrats à l'horizon 2023. Tout cela est très positif. Surtout, on parle du bâtiment en termes plus élogieux, comme un secteur capable de reverdir la planète. Et je crois que c'est la première fois. Il reste toutefois une déception sur le neuf, qui a été oublié. »

Olivier Salleron, président de la FFB.



BRIGITTE HASE

« Il faudra une vision globale des opérations de rénovation »

« S'engager dans la résolution du problème des passoires thermiques est une bonne chose.

D'autant que le plan cible aussi bien les bâtiments publics que le logement. Dans les deux cas, la maîtrise d'œuvre aura un rôle à jouer... à condition qu'on ne se contente pas de coller du polystyrène sur les façades. Le gouvernement va devoir insister sur la nécessité d'avoir une vision globale dans ces opérations de rénovation. Les mesures visant à soutenir les petites structures sont aussi intéressantes. Nous voulons juste être sûrs qu'elles concerneront aussi bien les entreprises de services que de production. »

Jean-Michel Woulkoff, président de l'Unsa.



SISTRA

« Des montants bienvenus mais pas surdimensionnés »

« Cent milliards d'euros représentent un montant très important.

Ces investissements forts dans les transports, la rénovation des bâtiments, l'énergie et les technologies vertes seront bénéfiques et cohérents avec nos ambitions environnementales. Nous pouvons ainsi espérer réduire nos émissions de CO₂. En revanche, les 400 M€ alloués pour le nucléaire représentent le service minimum. De même, 300 M€ pour de nouvelles lignes de métro ou de tramway, cela peut paraître beaucoup, mais, en réalité, une ligne de métro profond nécessite presque 100 M€ par kilomètre. »

Pierre Verzat, président de Syntec-Ingénierie.



BRUNO LEVY / LE MONITEUR

« Les infrastructures vertes figurent en bonne place dans ce plan de relance »

« Tous les ingrédients sont aujourd'hui réunis pour engager la relance de l'activité des travaux publics. Parmi les 100 milliards d'euros, les infrastructures dédiées au transport, à l'eau ou encore à l'énergie

figurent en bonne place. L'ambition est réelle. Je salue aussi la nomination de sous-préfets dédiés à la relance et le vote d'un projet de loi de simplification administrative. Nous resterons cependant attentifs au fléchage de ces sommes vers l'investissement et à leur consommation dans les deux ans. »

Bruno Cavagné, président de la FNTP.



BRUNO LEVY / LE MONITEUR

« L'enveloppe n'est pas à la hauteur des besoins »

« Cela fait très longtemps que nous n'avions pas eu d'aide générale à la rénovation. C'est donc une bonne nouvelle, qui va permettre d'améliorer la qualité de vie dans le parc social et de lutter contre l'obsolescence des logements, en mettant en place des ascenseurs, des dispositifs d'insonorisation, en améliorant l'accessibilité, etc. Cependant, l'enveloppe n'est pas à la hauteur des besoins. Surtout, aucune mesure ne concerne la construction neuve. Or, on ne peut pas ignorer les besoins de logements du pays. »

Marianne Louis, directrice générale de l'USH.

 Plus de réactions sur www.lemoniteur.fr/plan-de-relance/